



IVAN CROUZEL

L'AFRIQUE DU SUD : MOTEUR D'UNE NOUVELLE DONNE CONTINENTALE ?

L'ARRIVÉE DE THABO MBEKI AU POUVOIR A IMPULSÉ UNE NOUVELLE DYNAMIQUE À LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SUD-AFRICAINE, NOTAMMENT À TRAVERS UN REPOSITIONNEMENT MARQUÉ SUR LE CONTINENT AFRICAIN. LE RÔLE DE L'AFRIQUE DU SUD DANS L'ÉLABORATION DU NEPAD ET LA CRÉATION DE L'UNION AFRICAINE EN FAIT UN ACTEUR D'AVANT-GARDE DE LA PROMOTION D'UN NOUVEL ORDRE AFRICAIN. CEPENDANT, LES AMBITIONS DE PRETORIA SONT CONTRAINTES PAR LES RÉSISTANCES DES TENANTS DE L'ORDRE ANCIEN, PAR LES CRAINTES D'UN HÉGÉMONISME SUD-AFRICAIN ET PAR UNE CAPACITÉ D'ACTION LIMITÉE.

Après avoir accueilli la Conférence mondiale sur le sida en 2000 et la Conférence mondiale contre le racisme en 2001, l'Afrique du Sud organisait du 26 août au 4 septembre dernier à Johannesburg le Sommet mondial sur le développement durable des Nations unies. En projetant l'Afrique du Sud sur le devant de la scène internationale, ces événements planétaires contribuent à positionner Pretoria comme un acteur clé de la scène internationale. Ils sont symptomatiques de la nouvelle dynamique impulsée à la politique étrangère sud-africaine depuis l'arrivée au pouvoir de Thabo Mbeki.

La nomination de Nkosazana Dlamini-Zuma en tant que ministre des Affaires étrangères a ainsi accéléré le processus de restructuration du ministère des Affaires étrangères (DFA), renforçant l'engagement diplomatique du pays. En outre, la coordination gouvernementale a été améliorée par la création du Comité interministériel « International relations, peace and security » qui, sous la responsabilité du DFA, regroupe les ministères de la Défense, du Commerce et de l'Industrie. Cependant, la politique étrangère sud-africaine est avant tout décidée au niveau de la présidence, et notamment au sein du *think tank* de Mbeki, le « policy coordination and advisory service ». Guidé

par son discours sur la renaissance africaine, le président sud-africain a mis un terme aux atermoiements de la période transitoire post-1994 et clairement réorienté l'Afrique du Sud vers le continent africain.

Sur le plan économique tout d'abord, le marché africain est appelé à devenir de plus en plus important pour les intérêts sud-africains, notamment dans le cadre de la stratégie de promotion des exportations adoptée par le gouvernement. La nouvelle politique macro-économique mise en place par Mbeki (Growth Employment and Redistribution, GEAR) présuppose en effet une augmentation annuelle de 10 % des exportations de produits manufacturés. Pretoria s'est donc lancée dans une politique très active de projection économique sur le continent. Ses échanges commerciaux avec le reste de l'Afrique ont ainsi augmenté de 36 % entre 1998 et 2000. Dans le domaine de la sécurité, l'Afrique du Sud est avant tout préoccupée par les risques de déstabilisation induits par les conflits dans les pays voisins. En cas d'instabilité dans la région, l'Afrique du Sud craint notamment d'être ébranlée par un afflux massif de réfugiés sur son territoire¹. Pretoria entend donc s'impliquer de plus en plus dans la gestion des conflits africains, particulièrement en Afrique australe.

LA PROMOTION D'UN NOUVEL ORDRE CONTINENTAL

À travers son repositionnement sur l'Afrique, l'Afrique du Sud entend être à l'avant-garde d'une nouvelle dynamique visant à démarginaliser le continent sur la scène internationale. Le Nepad (New Partnership for African Development) est particulièrement emblématique de cet engagement sud-africain. Ce projet, expression institutionnelle du discours de la renaissance africaine, est en effet avant tout la création de Thabo Mbeki. En 2001, le président sud-africain élaborait avec le Nigérian Olusegun Obasanjo et l'Algérien Abdelaziz Bouteflika le Millenium Partnership for Africa Recovery Programme (MAP). Parallèlement, une initiative similaire était lancée, avec l'appui de la France, par le président sénégalais Abdoulaye Wade qui proposait le plan Omega. Les deux projets ont finalement fusionné en un plan unique, rebaptisé Nepad, dont l'objectif ultime est de combler le fossé entre l'Afrique et les pays développés et d'intégrer le continent au sein de l'économie mondiale (l'Afrique reçoit actuellement moins de 1 % de l'investissement mondial et ne représente que

1. Une hypothèse prise en considération lors des élections zimbabwéennes de mars 2002, les autorités sud-africaines ayant alors planifié l'installation de camps de réfugiés près de leur frontière nord.



1,7% du commerce international). Aligné sur les principes de la bonne gouvernance démocratique, le Nepad propose une double stratégie. D'une part, il met en avant la région, et non plus l'État, comme espace central du développement de l'Afrique. D'autre part, il fait appel au secteur privé comme acteur clé de la croissance et de l'investissement.

Trois structures sont établies pour faire fonctionner le Nepad. Le Comité de mise en œuvre, organe exécutif présidé par O. Obasanjo ; le Comité de pilotage (*Steering committee*) et le secrétariat, basé à Pretoria. Ces deux dernières structures sont présidées par le Sud-Africain Wiseman Nkuhlu, conseiller économique de Thabo Mbeki et également président de la Development Bank of Southern African (dont certains économistes furent activement impliqués dans la rédaction du Nepad). La présence de Nkuhlu dans les instances dirigeantes du Nepad illustre ainsi parfaitement le *leadership* sud-africain sur cette initiative africaine.

Afin de promouvoir le nouvel ordre continental dessiné par le Nepad, l'Afrique du Sud a mis en œuvre une stratégie active visant à construire et à consolider autour d'elle une coalition de pays réformateurs. La constitution d'un nouvel axe entre l'Afrique du Sud et le Nigeria est au cœur de ce dispositif². Géants économiques du continent (leurs PNB réunis représentent plus de la moitié de celui de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne), ces deux pays entretiennent en effet des relations bilatérales soutenues depuis la fin du régime militaire de Sani Abacha. Cette nouvelle synergie est d'ailleurs facilitée par l'étroitesse des liens personnels tissés entre Mbeki et Obasanjo depuis la fin des années 1970³. La mise en place d'une Commission bilatérale en octobre 1999 a également renforcé le développement des échanges commerciaux et des investissements entre les deux pays⁴. Cette dynamique s'est aussi traduite par un rapprochement diplomatique entre Pretoria et Abuja, favorisant une implication conjointe dans les affaires internationales. Ce couple est ainsi devenu le principal moteur d'une transformation de la donne régionale africaine, et plus particulièrement de la restructuration de l'Organisation de l'unité africaine en Union africaine (UA) et de la promotion du Nepad.

Ce partenariat clé avec le Nigeria est également complété par les relations entretenues par Pretoria avec d'autres États aux objectifs similaires, plus particulièrement en Afrique australe. Pretoria cultive ainsi d'excellentes relations bilatérales avec le Mozambique, le Botswana et la Tanzanie. Avec leur appui, l'Afrique du Sud est parvenue à transformer à son profit le rapport de forces au sein de la SADC. Cette coalition joue dorénavant un rôle de *leadership* dans la région et imprime sa marque sur le processus de réforme des institutions de la SADC⁵. Pretoria est, par exemple, parvenue à obtenir le rattachement de l'Organe pour les gestions politiques de défense et de sécurité de la SADC

au secrétariat de l'organisation. Auparavant, l'Organe fonctionnait de manière autonome, sous la présidence de Robert Mugabe⁶. Dans le nouveau dispositif, ce dernier est donc évincé de la direction de l'Organe au profit du président mozambicain, Joachim Chissano. La cohésion de la politique régionale en matière de sécurité devrait ainsi se trouver renforcée. Plus généralement, à travers cette coalition de réformateurs, l'Afrique du Sud fait pression pour une restructuration de la SADC sur la base des priorités du programme d'action du Nepad. Le Mozambique et le Botswana sont d'ailleurs les représentants de la SADC au sein des institutions du Nepad. L'Afrique du Sud cherche également à renforcer ses relations avec l'Angola. En effet, les bouleversements que traverse ce pays depuis la mort de Jonas Savimbi sont d'une importance cruciale pour le projet sud-africain de stabilisation de la région australe.

La possibilité existe donc d'une amélioration des relations jusque-là tendues entre Pretoria et Luanda. Bien que disposant d'une capacité d'influence extrêmement limitée sur l'Angola, l'Afrique du Sud table sur un rapprochement diplomatique entre les deux pays. Dans cette optique, le gouvernement sud-africain élabore actuellement un plan de reconstruction pour l'Angola. Parallèlement, l'accession de Jose Eduardo Dos Santos à la présidence de la SADC en octobre dernier pourrait le conduire à adopter un rôle plus constructif au sein des institutions régionales, renforçant ainsi les chances d'une coopération accrue avec l'Afrique du Sud. Poussée notamment par les États-Unis et l'Angleterre, l'Angola pourrait également contribuer à accentuer les pressions sur le régime de Robert Mugabe et à l'isoler encore davantage sur la scène régionale⁷. Cette nouvelle dynamique serait donc susceptible d'accélérer le processus d'intégration de la SADC.

2. Voir C. Landsberg, « Pax Pretoriana vs Pax Nigeriana », *L'Afrique politique 2000*, pp. 105-115.

3. Entre 1976 et 1979, alors qu'Obasanjo dirigeait le Nigeria, Mbeki était le représentant de l'ANC à Lagos.

4. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont en pleine expansion. Ils sont ainsi passés de 100 millions de dollars en 1999 à 500 millions en 2001. Le Nigeria est devenu le 4^e partenaire commercial africain de l'Afrique du Sud (derrière le Zimbabwe, le Mozambique et la Zambie). En outre, la commission bilatérale a proposé en août dernier la création d'une zone de libre-échange entre les deux pays.

5. L'approche par secteur qui caractérisait jusque-là le fonctionnement de la SADC a été abandonnée en mars 2001 au profit d'une structure plus centralisée, l'administration de la SADC étant dorénavant concentrée au sein de son secrétariat, à Gaborone.

6. En 1996, refusant que Robert Mugabe accède à la présidence de la SADC, les dirigeants de l'organisation (notamment sous l'impulsion sud-africaine) lui offrirent en compensation la direction de l'Organe de sécurité nouvellement créé. Sous l'emblème de cet organe, le président zimbabwéen mobilisa l'Angola et la Namibie pour intervenir militairement au Congo en 1998.

7. Lors du sommet de la SADC d'octobre dernier à Luanda, malgré des déclarations de soutien à la politique de réforme agraire menée au Zimbabwe, R. Mugabe a été contraint de renoncer à la vice-présidence (et donc à la future présidence) de l'organisation au profit du Tanzanien Benjamin Mpaka. Voir *Marchés tropicaux*, 11 octobre 2002.



LES RÉSISTANCES AU PROJET SUD-AFRICAIN

Lors du sommet de Durban en juillet dernier, Thabo Mbeki est devenu le premier président de l'Union africaine⁸. Prenant les rênes de l'organisation dans sa phase transitoire, le président sud-africain cherche à imprimer sa marque sur la définition des différentes institutions qui sont encore à un stade embryonnaire. Il apparaît clairement qu'il entend faire du Nepad la vision destinée à guider l'Union africaine. Lors du sommet de Durban, le Nepad a d'ailleurs été adopté comme programme socio-économique de l'Union africaine. Cependant, dans le cadre de ces transformations, le président sud-africain et les promoteurs du Nepad sont confrontés aux résistances des tenants de l'ordre ancien.

L'opposition au nouvel ordre prôné par Mbeki est avant tout liée à la mise en avant des principes démocratiques et de bonne gouvernance au sein de l'Union africaine. Le discours de la renaissance africaine remet en effet en cause le concept de souveraineté nationale. Partant du présupposé selon lequel ce qui se passe dans un pays africain a des répercussions sur les autres pays du continent, les dirigeants du Nepad ont avancé l'idée d'une responsabilité collective africaine. L'Afrique du Sud joue ici un rôle de premier plan en remettant en question l'idée, jusque-là sacro-sainte, de non-ingérence dans les affaires « d'un pays frère ».

Avec, notamment, le soutien du Nigeria, Pretoria a ainsi obtenu que l'acte constitutif de l'UA reconnaisse certains mécanismes d'intervention (y compris militaire), contrairement à la logique qui prévalait sous l'OUA. Le nouveau Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine est dorénavant mandaté pour intervenir en cas de violation des principes fondateurs par un des États membres.

Dans la même optique, le Nepad prévoit la mise en place d'un « mécanisme de contrôle par les pairs » (African Peer Review Mechanism) dans trois domaines : la gouvernance politique, le monde des affaires et les questions fiscales et financières. L'effectivité de ce mécanisme sera néanmoins limitée par son caractère volontaire : seuls y seront soumis les pays l'ayant décidé. En outre, les récents attermoissements lors de la mise en place de ce mécanisme de contrôle dans le domaine politique témoignent parfaitement des résistances auxquelles les partisans du Nepad doivent faire face sur le continent⁹. L'avenir de ce mécanisme novateur demeure donc extrêmement incertain, et particulièrement l'application de ses futures décisions. L'exemple du Zimbabwe illustre par exemple de manière édifiante la faible capacité actuelle de l'Afrique du Sud et des promoteurs du Nepad à imposer leur nouvel ordre sur le continent. En effet, comme la plupart des interventions de la

communauté internationale, les actions diplomatiques sud-africaines et la commission du Nepad sur le Zimbabwe ont jusqu'à présent échoué à faire plier le régime de Mugabe.

La promotion d'un nouvel ordre africain semble au contraire susceptible d'accentuer les oppositions et de conforter la constitution d'alliances conservatrices. Loin de renforcer le partenariat et la solidarité entre pays africains, le rôle de l'Afrique du Sud et de ses alliés pourrait creuser encore davantage les divisions du continent¹⁰. La Libye, bien qu'ayant bénéficié du soutien de Pretoria pour sortir de son isolement international, se retrouve ainsi ironiquement aux avant-postes de la contestation du projet prôné par Mbeki. Le colonel Kadhafi, dont le pays n'a pas connu d'élections depuis 1969, stigmatise logiquement le Nepad dont il rejette, au même titre que Robert Mugabe, les conditionnalités dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il tente ainsi, à travers une politique active de patronage, de rallier les dirigeants africains favorables au *statu quo* et d'étendre son influence sur le continent. Le renforcement de ses relations avec Mugabe (notamment à travers la fourniture de pétrole¹¹) est révélateur de cette crispation.

Plus généralement, il existe sur le continent, et plus particulièrement en Afrique australe, une méfiance à l'égard de l'hégémonie sud-africaine. Certains pays de la SADC (notamment le Zimbabwe et la Namibie) dénoncent ainsi la domination économique de l'Afrique du Sud sur la région et le risque de désindustrialisation qu'elle induit sur leur propre économie. En outre, la légitimité encore limitée de l'Afrique du Sud sur le continent l'empêche de

8. Sous l'impulsion de Kadhafi, certains leaders africains avaient proposé de différer le lancement de l'UA au sommet de 2003, en Libye, afin de permettre la transformation technique de l'OUA. Le président libyen, véritable initiateur de l'idée d'union africaine, serait alors devenu le premier président de l'UA. Cependant, c'est Thabo Mbeki qui a finalement eu gain de cause en faisant coïncider la naissance de l'UA avec le début de la présidence sud-africaine.

9. Début novembre, le Comité de mise en œuvre du Nepad a réaffirmé l'instauration d'un mécanisme de contrôle dans le domaine politique. Cependant, il est probable que ce contrôle ne s'exerce pas sous la responsabilité du secrétariat du Nepad, mais sous celle de l'Union africaine. Une évolution qui pourrait aboutir à un contrôle plus souple, mais aurait aussi l'avantage d'une plus grande légitimité au sein des États africains. Voir *Business Day*, 11 novembre 2002.

10. A. Adebajo et C. Landsberg, « South Africa and Nigeria as regional hegemon », in M. Bongu et C. Landsberg, *From Cape to Congo Southern Africa Regional Security Architecture*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2002, p. 172.

11. Depuis 1999, la Libye est le principal fournisseur de pétrole du Zimbabwe. Cependant, l'accord entre les deux pays s'est interrompu en novembre dernier en raison de la pénurie de devises qui affecte le Zimbabwe. Voir *News24.com*, 12 novembre 2002.



convertir sa puissance économique et militaire en une véritable capacité d'influence. Malgré la stratégie d'africanisation mise en œuvre par Mbeki, l'Afrique du Sud est en effet très souvent stigmatisée en tant qu'alliée du monde occidental. Dans la même logique, le Nepad est parfois présenté par certains leaders africains comme une version africanisée de la politique du FMI et de la Banque mondiale, autrement dit comme un programme d'ajustement structurel auto-imposé.

Le manque de consultation des architectes du Nepad avec leurs pairs africains a par ailleurs limité la réappropriation africaine du projet. Des inquiétudes se sont exprimées de voir le Nepad fonctionner comme un super-programme, en marge des structures de l'UA. Le flou qui domine dans la définition des relations entre le Nepad et l'UA suscite notamment des interrogations au sein du secrétariat de l'UA d'Addis-Abeba. Ce dernier craint en effet d'être concurrencé par le fonctionnement parallèle du secrétariat du Nepad, basé à Pretoria. La capacité sud-africaine à mobiliser des partenaires africains autour de son projet trouve donc ici ses limites. Dans ce contexte, le partenariat avec le Nigeria est d'une importance capitale pour Pretoria dans la mesure où il lui apporte une légitimité africaine. Cependant, même au sein du Nepad, l'Afrique du Sud est souvent perçue comme trop dominante par ses partenaires.

De plus, il existe des tensions entre les partenaires du Nepad. Wade entretient par exemple des relations souvent tendues avec Mbeki ou Obasanjo. Dans le futur, l'axe stratégique entre Pretoria et Abuja pourrait aussi souffrir d'une divergence d'intérêts, notamment sur la question épineuse de l'éventuelle désignation d'un membre africain au sein d'un Conseil de sécurité de l'Onu réformé. En outre, les relations entre les deux pays sont encore insuffisamment institutionnalisées¹². Elles demeurent étroitement liées aux objectifs communs de leurs leaders respectifs. Survivraient-elles, par exemple, au départ d'Obasanjo de la présidence du Nigeria ?

Parce que l'option de la table rase est impossible, les réformateurs seront obligés de négocier des arrangements avec les tenants de l'ordre ancien. Face à ces défis, et au risque de voir le Nepad se diluer dans une multitude de compromis, l'Afrique du Sud sera contrainte d'assumer un rôle de leadership plus important qu'elle ne voudrait le reconnaître ; ce qui passe par une implication accentuée dans les opérations de médiation et de maintien de la paix sur le continent.

UNE IMPLICATION CROISSANTE DANS LA GESTION**DES CONFLITS**

Depuis quelques années, Pretoria s'est investie dans la résolution de nombreux conflits africains (Sierra Leone, Éthiopie/Érythrée, Soudan, Comores, Côte d'Ivoire ou encore Burundi). Cependant, c'est son implication croissante dans le conflit en République démocratique du Congo (RDC) qui témoigne le mieux du nouvel engagement sud-africain. L'Afrique du Sud a ainsi été particulièrement active dans la recherche d'une solution politique interne à la crise congolaise. Sous son égide, le dialogue intercongolais qui s'est tenu à Sun City du 25 février au 15 avril 2002 a abouti à la signature d'un accord entre certaines forces politiques congolaises. Puis, le 30 juillet dernier, toujours sous les auspices de Thabo Mbeki, Joseph Kabila et Paul Kagame ont signé l'Accord de paix de Pretoria prévoyant le retrait de RDC des troupes rwandaises et le démantèlement des milices *interahamwe*. Si la mise en œuvre concrète de ces accords demeure encore largement incertaine, leur existence même constitue un réel succès pour la diplomatie sud-africaine.

Parallèlement à ces entreprises de médiation, et dans la lignée des principes du Nepad qui entendent réserver aux pays africains la responsabilité de leurs problèmes de sécurité, l'Afrique du Sud tend à s'engager de plus en plus dans le domaine du maintien de la paix. Une évolution qui résulte aussi du contexte international. Les membres du Conseil de sécurité souhaitent en effet que les pays du Sud participent davantage à l'envoi de troupes dans les opérations de maintien de la paix de l'Onu. Ils tendent également à déléguer les responsabilités du maintien de la paix à des organisations régionales (telles l'UA, la SADC, ou la Cedeao). De part sa puissance militaire, l'Afrique du Sud est ainsi pressée de jouer un rôle moteur au sein de la région australe. D'autant plus que l'Union africaine recommande une plus grande participation de ses États membres dans ce type d'opérations.

Si, après 1994, la stratégie de l'Afrique du Sud sur le continent était avant tout axée sur la diplomatie préventive (à l'image des nombreuses missions de conciliation menées par Nelson Mandela)¹³, l'arrivée de Mbeki au pouvoir et

12. *News.24.com, op. cit.*, p. 194.

13. Le gouvernement sud-africain refusait alors l'option militaire pour privilégier la promotion des négociations d'accord de paix (sur le modèle de sa propre expérience de résolution de conflit). La SANDE, alors en pleine restructuration, était encore dominée par les forces d'apartheid. En outre, l'isolement international de l'Afrique du Sud s'était traduit par une absence de politique dans le domaine du maintien de la paix.



la fin des processus de restructuration interne au sein des ministères des Affaires étrangères et de la Défense ont conduit à une plus grande implication militaire de Pretoria dans la région. En 1998, l'Afrique du Sud intervenait ainsi de manière controversée au Lesotho. Elle donnait également son accord pour l'envoi d'un petit contingent dans le cadre des opérations de la Monuc en RDC. En octobre 2001, le gouvernement sud-africain envoyait environ 700 soldats pour surveiller, dans le cadre de l'Onu, la mise en œuvre de l'accord de paix au Burundi. L'accord de Pretoria de 2002 sur la RDC prévoit également l'envoi de troupes sud-africaines. Si leur succès est souvent contesté, ces opérations témoignent néanmoins d'une nouvelle dynamique de la politique étrangère de l'Afrique du Sud.

Dans ce cadre, l'évolution la plus radicale concerne le rôle de la South African National Defense Force (SANDF) qui, en l'absence de menace militaire sur le territoire sud-africain à moyen terme, est progressivement réorientée vers une plus grande implication dans des opérations de maintien de la paix. En conséquence, l'Afrique du Sud s'est engagée dans une transformation fondamentale de sa stratégie et de son organisation militaires. Pretoria entend ainsi renforcer la capacité de projection rapide de la SANDF sur le continent, en donnant la priorité à des unités mobiles légères. Une commission paritaire a également été créée pour faciliter la coordination du DFA, de la SANDF et de la police sur les questions de maintien de la paix.

Le Zimbabwe dorénavant délégitimé sur la scène internationale¹⁴, l'Afrique du Sud se retrouve donc en première ligne de la constitution d'une force de maintien de la paix au sein de la SADC, comme l'illustre notamment son engagement actif dans les exercices régionaux *Blue Crane* et *Tanzanite*¹⁵. Elle devrait aussi devenir un acteur clé de la création de la nouvelle Force pan-africaine d'alerte prévue par les nouveaux statuts de l'Union africaine. Cependant, malgré ces nouvelles velléités, la SANDF a pour le moment une capacité d'action limitée. Dans le cadre de l'accord de Pretoria, par exemple, l'Afrique du Sud ne pourrait fournir tout au plus que 2 000 soldats correctement entraînés à ce nouveau rôle. En outre, ces nouvelles ambitions se heurtent au manque de légitimité de Pretoria dans la région. En effet, la méfiance (héritée de l'époque d'apartheid) des pays voisins à l'égard de l'interventionnisme de l'armée sud-africaine invite Pretoria à la prudence dans son implication militaire en Afrique.

À travers son repositionnement sur le continent, l'Afrique du Sud a été l'un des principaux moteurs de la transformation institutionnelle de la scène africaine. Pretoria a également largement contribué à replacer l'Afrique sur l'agenda politique international. Parallèlement, elle entend œuvrer pour un

rééquilibrage de l'ordre international en faveur des pays du Sud, notamment au sein des organisations multilatérales qu'elle préside ou a présidées (Mouvement des non-alignés, Cnuced, SADC, Commonwealth, UA). Cet investissement sur la scène internationale constitue cependant, paradoxalement, une limite de la politique étrangère sud-africaine qui doit, comme le soulignait Siphon Pityana, ancien directeur général du DFA, « relever des défis bien plus importants que ne le permet [sa] capacité ».

L'Afrique du Sud est également confrontée à un autre paradoxe : renforcer sa présence sur le continent africain tout en conservant son ancrage stratégique au sein des grands blocs économiques mondiaux¹⁶. Le soutien des pays occidentaux lui est en effet crucial, aussi bien pour son développement économique interne que pour étendre son influence sur le continent¹⁷. Or, ces liens avec les puissances occidentales sont aussi un facteur de délégitimation de Pretoria sur la scène africaine.

Enfin, l'Afrique du Sud et les promoteurs du Nepad doivent faire face à une dernière contradiction : leur projection sur la scène internationale africaine est étroitement liée à leur capacité à gérer la situation interne de leur propre pays. Obasanjo et Wade sont ainsi confrontés à leurs oppositions internes, qui les accusent notamment de consacrer trop de temps (et une trop grande part des finances publiques) aux affaires internationales, au détriment de la gouvernance de leurs pays.

De même, le rôle international de l'Afrique du Sud est avant tout conditionné par l'évolution de sa situation intérieure. Or, le pays est toujours miné par les inégalités sociales extrêmes héritées de l'apartheid. Près de 51 % du revenu national annuel revient ainsi aux 10 % des foyers les plus riches, alors que moins de 4 % de ce revenu va aux 40 % des foyers les plus pauvres. De plus, aux traditionnelles inégalités entre Noirs et Blancs s'ajoutent désormais des inégalités au sein de la communauté noire. Le taux de chômage tourne quant

14. Fort de son implication dans les opérations de paix en Angola, en Somalie ou encore au Rwanda, le Zimbabwe s'était en effet positionné comme un acteur central du maintien de la paix dans la région australe.

15. L'opération *Blue Crane* fut ainsi le plus large exercice de maintien de la paix jamais organisé sur le continent. Largement financée par des fonds européens, elle s'est déroulée du 22 au 26 avril 1999 et a impliqué près de 4 500 personnes originaires de 26 pays. Voir *Mail and Guardian*, 7 avril 1999.

16. D'où, par exemple, la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (son premier partenaire commercial), et la position favorable du gouvernement sud-africain pour négocier un accord similaire avec les États-Unis.

17. L'implication de l'Afrique du Sud dans des opérations de maintien de la paix d'envergure ne pourra par exemple pas s'effectuer sans un soutien occidental (notamment au niveau financier).



à lui toujours autour des 40 %. Dans cette situation, le gouvernement est confronté à une montée de la contestation sociale sur différents fronts : l'emploi, la terre, l'accès aux services de base, les privatisations ou encore le sida. De nouveaux mouvements sociaux ont récemment émergé et se sont fédérés au sein d'une organisation parapluie, le Mouvement social Indaba. Face à cette dynamique, le gouvernement ANC (pourtant solidement implanté au pouvoir) cherche à renforcer son contrôle sur la société civile. Dans ce cadre, des plaintes d'intimidation et de harcèlement ont récemment été formulées par certaines organisations – y compris par des membres du Parti communiste (SACP) et de la confédération syndicale Cosatu.

Si l'on est encore très loin d'une dérive autoritaire (les fondamentaux du système démocratique sud-africain étant bien ancrés), ces signes ne manquent pas d'inquiéter. Leur persistance pourrait contribuer à ternir l'image de pays démocratique sur laquelle Pretoria a construit sa stature internationale. D'où le défi posé à Thabo Mbeki : maintenir la stabilité interne de l'Afrique du Sud tout en respectant les principes de la renaissance africaine qu'il a lui-même édictés ■

Ivan Crouzel,
CEAN, IEP de Bordeaux